

AG2R LA MONDIALE

Monsieur Ban KI-MOON
Secrétaire général
Nations Unies
New York – NY 10017
USA

Paris, 18 juin 2012

Aux bons soins de Madame Denise O'Brien

Monsieur le Secrétaire général,

Je suis heureux de vous informer qu'AG2R LA MONDIALE soutient activement les dix principes du Pacte Mondial des Nations Unies concernant les droits de l'homme, les droits du travail, la protection de l'environnement et la lutte contre la corruption. Lors de notre première adhésion en 2003, nous avons exprimé notre volonté de faire progresser ces principes dans notre domaine d'influence. Depuis, nous les intégrons chaque année un peu plus dans la stratégie de l'entreprise et dans la conduite des activités opérationnelles.

Nous faisons des déclarations claires et publiques à ce sujet par le biais des journaux internes et des rapports d'activité et en informons régulièrement nos salariés, nos partenaires commerciaux et nos clients.

La personne responsable des contacts pour le Pacte Mondial est Madame Delphine Lalu, (Tél. 33 (0)1 76 60 90 62 - Fax 33 (0)1 76 60 90 69 delphine.lalu@ag2rlamondiale.fr)

Je vous prie de recevoir, Monsieur le Secrétaire général, l'expression de mes meilleures salutations *et*
de mon profond respect.

Le Délégué Général

André RENAUDIN



Communication sur le progrès 2012

Pratique répondant aux principes du Pacte mondial : « LE GROUPE S'ENGAGE » EN TANT QU'INVESTISSEUR SOCIALEMENT RESPONSABLE

Engagé dans une démarche globale de responsabilité sociétale et de développement durable, AG2R LA MONDIALE mène depuis dix ans une politique active d'investissement socialement responsable par un déploiement méthodique à l'ensemble des classes d'actifs gérés par Agicam (Actions, obligations, Immobilier), l'ensemble des territoires d'intervention (gestion institutionnelle, gestion collective, Épargne Salariale), d'initiatives (Chaire universitaire...) et d'innovations (multigestion ISR..).

Depuis 2005, Agicam a multiplié par cinq le volume de ses actifs gérés selon une approche « ISR ». Avec près de 1,5 milliards d'euros en ISR, une gamme de Fonds Commun de Placements d'Entreprises (FCPE) labellisée par le « Comité Intersyndicale de l'Épargne Salariale », AG2R LA MONDIALE est aujourd'hui un acteur de référence sur le marché de l'ISR ainsi qu'un contributeur majeur au développement et à la diffusion de cette approche. La densité de l'engagement d'AG2R LA MONDIALE sur la voie de la responsabilisation de ses investissements est largement reconnue, faisant de l'ISR un vecteur de rayonnement du Groupe et de ses valeurs.

- ✚ **Novethic a renouvelé le label « ISR » attribué à trois Fonds gérés par Agicam ;**
- ✚ **IPE Awards :** Pour la quatrième année consécutive, AG2R LA MONDIALE, a été distingué pour la qualité de sa gestion financière des fonds de retraite par une seconde place du prix du meilleur « fonds français ». Agicam a également reçu l'une des principales récompenses de la 11^e édition des IPE Awards en recevant un « Gold Award » pour sa contribution au développement de l'ISR en Europe ;
- ✚ **Prix de l'investisseur responsable :** L'édition 2011 du Prix de l'investisseur responsable a distingué cette année AG2R LA MONDIALE qui succède ainsi au palmarès au Fonds de Réserve pour les Retraites et à l'ERAFP. Ce prix organisé par *Natixis Asset Management* et *Amadéis* en partenariat avec le quotidien *Les Échos* récompense chaque année l'investisseur institutionnel qui, à travers ses actions, s'est le plus illustré dans sa démarche d'investisseur responsable. AG2R LA MONDIALE était déjà finaliste de l'édition 2010 ;
- ✚ Le Groupe aborde l'année 2012 sous les louanges de la presse spécialisée : le fonds AG2R Obligation ISR se voit décerner un trophée d'or par le magazine *"le Revenu"* dans la catégorie gestion obligataire euro sur 10 ans. Agicam est nommé pour le prix du meilleur gestionnaire ISR dans le cadre de l'édition 2012 des "European Awards" organisée par le magazine *"European Pensions"* dont le palmarès sera révélé le 27 juin prochain à Londres.

Pour en savoir plus : Les titres (actions, obligations) de l'univers d'investissement des fonds ISR font l'objet d'une analyse extra financière articulée autour de trois critères :

- ❖ **Environnement :** l'impact des activités de l'entreprise sur l'environnement naturel et sa capacité à proposer des produits et des services répondant aux enjeux environnementaux ; par exemple, une entreprise responsable aura une politique de réduction de ses émissions de CO2 ;
- ❖ **Social :** les relations avec les employés et les relations entretenues avec les parties prenantes (fournisseurs, clients) : par exemple, une entreprise responsable aura une bonne politique sociale, une bonne image et plus de facilités à recruter des collaborateurs ;
- ❖ **Gouvernance :** c'est la manière dont l'entreprise est dirigée, administrée et contrôlée, et notamment les relations qu'elle entretient avec ses actionnaires, son conseil d'administration et sa direction : par exemple, une entreprise responsable sera transparente sur la rémunération des ses dirigeants pour ne pas souffrir d'une mauvaise réputation.



« Droits de l'homme »

Le groupe AG2R LA MONDIALE et ses composantes respectent les droits de l'homme dans leur sphère d'activité et ne se rendent pas complices de violation de ces droits.

« Conditions de travail »

1) L'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

Dans la continuité des principes exposés dans la CoP 2011, AG2R LA MONDIALE applique les processus de gestion des ressources humaines de manière identique pour les femmes et les hommes.

Rémunération :

- poursuite de la politique de rattrapage d'éventuels écarts de salaire entre les femmes et les hommes par l'affectation d'un budget spécifique lors de la campagne d'augmentations individuelles ;
- attribution d'une augmentation de salaire moyenne automatique aux femmes absentes pour cause de congé maternité lors de l'attribution des augmentations individuelles.

Recrutement et promotion :

- une attention particulière est portée à l'accès des femmes aux postes d'encadrement et notamment aux niveaux les plus élevés de la classification, tant au recrutement qu'à la mobilité professionnelle grâce notamment à la formation.

2) La prise en compte de la situation des salariés seniors

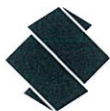
Pour rappel : un accord relatif à la prise en compte de la situation particulière des seniors a été signé dans chaque structure (le 26 novembre 2009 pour le GIE AG2R et le 30 novembre 2009 pour le GIE LA MONDIALE GROUPE). Un accord sur la gestion de l'emploi et des fins de carrière des seniors a été signé le 24 août 2010 pour le GIE LA MONDIALE GROUPE.

Actions réalisées en 2011

- le pourcentage des salariés âgés de 55 ans et plus a poursuivi sa progression et atteint 13,8 % des effectifs en CDI, conformément aux objectifs de maintien en emploi ;
- une attention particulière est portée à toute demande de salarié âgé de 45 ans et plus en matière de bilan de compétences, de mise en œuvre du droit individuel à la formation ou de valorisation des acquis de l'expérience (VAE). Un point systématique est fait avec un chargé de formation afin d'apporter une réponse traduite par une action concrète à la demande formulée par le collaborateur et adaptée au besoin réel diagnostiqué lors de l'entretien ;
- le Groupe poursuit son effort tourné vers l'alternance en portant une attention particulière à la part des salariés seniors parmi les tuteurs accompagnant chaque jeune en contrat d'alternance. Ces tuteurs bénéficient systématiquement d'une formation en *e-learning* et en présentiel ;
- la part des collaborateurs engagés dans un programme d'aménagement du temps de travail en fin de carrière poursuit sa progression, soit + 15 % par rapport à l'année 2010.

3) L'intégration de collaborateurs en situation de handicap

Le Groupe dynamise sa politique d'intégration de collaborateurs en situation de handicap par le recrutement de personnes handicapées en CDI et en CDD à un rythme plus soutenu, tout en conservant des objectifs ambitieux en matière de maintien en emploi : en 2011, 3 personnes handicapées ont été recrutées en CDI et 10 autres en CDD.



Parallèlement, le Groupe s'investit plus avant afin de permettre à des jeunes en situation de handicap de poursuivre des études supérieures notamment à travers des actions qui donnent la possibilité à des collaborateurs volontaires de s'engager et de contribuer à des projets avec le soutien de l'entreprise : création d'une filière de formation dédiée aux personnes handicapées, participation au projet européen Leonardo Univers Emploi...

« Environnement »

LE BILAN DES EMISSIONS DES GES

L'article 75 de la loi du Grenelle II du 12 juillet 2010, entré en vigueur le 13 juillet 2011, impose l'établissement d'un bilan des émissions de gaz à effet de serre (GES) aux entreprises de plus de 500 salariés en métropole.

En 2012, le Groupe AG2R LA MONDIALE s'engage dans l'établissement de son bilan des émissions de gaz à effet de serre. Cette démarche s'inscrit dans le cadre de la mise en place d'une politique environnementale dans le Groupe.

La méthode *Bilan Carbone ADEME* a été sélectionnée pour passer en revue tous les flux physiques concernant l'activité du Groupe (flux de personnes, d'objets, d'énergie, ...) et y faire correspondre les émissions de gaz à effet de serre qu'ils engendrent.

Ce bilan permettra d'évaluer l'impact global de l'activité en matière d'émissions de gaz à effet de serre, mais surtout de cibler les postes les plus émetteurs afin d'établir un plan d'action pour les réduire.

La phase de collecte des données a démarré début juin 2012 ; c'est un projet transversal auquel toutes les Directions du Groupe sont invitées à participer.

« LE GROUPE S'ENGAGE » POUR LA RÉDUCTION DU PAPIER

Recyclage des papiers et cartons.

- Depuis plus de 6 ans, sur le site AG2R LA MONDIALE de **Chartres**, le recyclage des papiers et cartons est géré par la société « *La Corbeille Bleue* » qui trie et revalorise ces déchets : **179 tonnes ont ainsi été récupérées et recyclés en 2011** (149 tonnes en 2010 ; 137 tonnes en 2009 ; 92 tonnes en 2008 ; 136 tonnes en 2007).

Ces déchets sont principalement constitués de cartons, de documents obsolètes stockés dans le magasin du site, du tri de papier effectué dans les bureaux, de papiers imprimés et des magazines renvoyés aux services expéditeurs.

- L'activité d'imprimerie d'**Editprint**, centre éditique et d'imprimerie d'AG2R LA MONDIALE implanté à Mons-en-Barœul, génère beaucoup de déchets papiers qui proviennent :

- du calage : c'est le papier utilisé pour régler le rendu-couleur de la machine jusqu'à l'obtention de la qualité souhaitée ;
- du façonnage : 100% des supports issus de la machine d'imprimerie sont ensuite façonnés. La première étape du façonnage est la découpe qui génère beaucoup de chutes de papier (les rognures). Ces déchets sont triés par type (papier, carton, ...) et, pour le papier, selon le niveau d'encrage.

En 2011, le site de Mons a revendu à une société de recyclage 131 tonnes de rognures couleur, 19 tonnes de rognures blanches et 11 tonnes de carton.



« LE GROUPE S'ENGAGE » AVEC LE LABEL IMPRIM'VERT D'EDIPRINT

En février 2011, **EdiPrint**, a obtenu le label **Imprim'Vert**¹. Pour obtenir le label *Imprim'Vert*, EdiPrint a dû mettre en place des actions permettant de réduire l'impact de son activité sur l'environnement :

- tri et élimination des déchets (plaques, chiffons souillés, boîtes, cartouches d'encre et Toner) selon une filière conforme à la réglementation ;
- pour le gravage, utilisation des plaques d'un appareil « azura » permettant un nettoyage à l'eau ;
- stockage sécurisé des liquides neufs et des déchets liquides ;
- non utilisation de produits étiquetés toxiques. EdiPrint œuvre même au-delà de la norme en ayant recours à des encres végétales pour les travaux sur la machine offset et à un mouillage sans alcool.
- actions de sensibilisation du personnel à la démarche ;
- 90% des papiers utilisés sont labélisés FSC² (*Forest Stewardship Council*).

Quelques chiffres des activités d'EdiPrint en 2011 :

- ✓ 26 millions de pages imprimées ;
- ✓ 6,3 millions de mises sous pli ;
- ✓ plus de 400 tonnes de papier utilisées ;
- ✓ 2 millions d'euros de travaux d'imprimerie facturés aux clients internes et externes.

« LE GROUPE S'ENGAGE » POUR RÉDUIRE SA CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE

La Direction de l'immobilier d'exploitation (DIMEX), gère les **consommations énergétiques** du Groupe. À ce titre, elle a engagé différentes actions dans une démarche de réduction des consommations.

1° Réalisation d'économie d'énergie par la mise en place d'un dispositif de Certificat d'Économie d'Énergie (CEE)

Les CEE sont obtenus en contrepartie d'investissements ou d'actions entraînant une réduction de la consommation d'énergie (isolation, chauffages performants, éclairage, logistique, pneus verts, etc.). Ils peuvent être valorisés auprès des fournisseurs d'énergie et de carburants (les « obligés ») pour permettre aux obligés de satisfaire leur obligation de réalisation d'économies d'énergie imposée par les pouvoirs publics. Il est ainsi possible de récupérer jusqu'à 50% de la valeur des investissements d'économies d'énergie.

¹ La labellisation Imprim'Vert favorise la mise en place par les imprimeurs d'actions concrètes conduisant à une diminution des impacts de l'activité sur l'environnement. Le cahier des charges Imprim'Vert comporte quatre critères : bonne gestion des déchets dangereux, sécurisation de stockage des liquides dangereux, non utilisation des produits toxiques et sensibilisation environnementale de la clientèle. Le respect de ces critères doit faire l'objet d'une sensibilisation auprès des salariés.

² FSC est une organisation non-gouvernementale, à but non lucratif et indépendante, créée pour promouvoir un mode de gestion responsable des forêts dans le monde. Fondé en 1993 après la conférence de Rio de 1992, FSC est aujourd'hui l'une des plus importantes initiatives pour améliorer la gestion du patrimoine forestier mondial. FSC est un système de certification qui propose des standards, un système d'accréditation et un logo, reconnus par les entreprises et organisations qui s'engagent dans la voie du développement durable des forêts. Son cahier des charges de principes et critères de gestion forestière à respecter, est une référence mondialement reconnue. La certification permet aussi de différencier les produits à base de bois issus de ces mêmes forêts par l'apposition d'un logo visible et reconnaissable. Le label FSC assure un lien crédible entre une production et une consommation responsables des produits issus de la forêt, et permet de faire un choix éclairé vers des produits issus d'une gestion écologiquement appropriée, socialement bénéfique et économiquement viable.



Ce dispositif permet donc à la DIMEX d'améliorer la performance énergétique des bâtiments, d'aider les obligés à atteindre leurs objectifs et d'obtenir des gains de production.

2° Sur le site du 485 avenue du Prado à Marseille, une étude diligentée par la DIMEX a porté sur les nouvelles technologies de l'éclairage courant 2011.

L'étude a pour objectif de **réduire de 20% la consommation électrique liée à l'éclairage**, d'améliorer l'éclairage et de s'inscrire dans une démarche de développement durable en réduisant la consommation énergétique du site

Les priorités du projet portent sur la réduction des impacts sur l'environnement, dans la durée l'amélioration de la qualité d'éclairage et la baisse des coûts immédiatement.

« LE GROUPE S'ENGAGE » DANS UNE DÉMARCHE HQE® POUR PÉRENNISER SON PATRIMOINE IMMOBILIER

La Direction de l'Immobilier de Placement, en tant qu'investisseur institutionnel, pérennise son patrimoine immobilier en appliquant une démarche HQE®³ dans ses projets de construction et de réhabilitation de bâtiments.

1° L'extension du site de Mons-en-Barœul

Dans le cadre de l'augmentation de ses effectifs, AG2R LA MONDIALE a construit, en extension du bâtiment central à Mons-en-Barœul, un bâtiment de 3940 m² achevé fin 2011 et inauguré en avril 2012.

Ce bâtiment a tous les atouts pour être positionné comme l'un des plus faibles consommateurs d'énergie et émetteurs de gaz à effet de serre de la région Nord Pas de Calais.

Certification et labels :

- l'immeuble est en cours de certification NF Bâtiments Tertiaires-Démarche HQE®⁴;
- les labels Bâtiment Basse Consommation BBC-Effinergie®⁵ et Passivhaus⁶ lui seront attribués dans les prochaines semaines.
- ce projet exemplaire a été subventionné par le FEDER⁷, l'ADEME⁸ et la région Nord Pas de Calais.

Approche environnementale :

La préservation des ressources et la limitation des déperditions ont été rendues possibles par l'utilisation du bois, la récupération des eaux de pluie, la mise en place d'une toiture végétalisée et la construction d'une enveloppe thermiquement performante.

3 Il ne s'agit pas d'une réglementation ni d'un label. La démarche HQE est le produit d'une alliance entre un système de management environnemental et le respect par un bâtiment de 14 critères choisis dont le niveau de performance fait l'objet d'une appréciation

4 Certivéa est l'organisme mandaté par AFNOR Certification pour délivrer la marque NF Bâtiments Tertiaires-Démarche HQE®.

5 BBC-Effinergie® est une appellation visant à identifier les bâtiments dont les très faibles besoins énergétiques contribuent à atteindre les objectifs de 2050 : réduire les émissions de gaz à effet de serre par 4.

6 Passivhaus est un label allemand de performance énergétique dans les bâtiments accordé aux logements neufs dont les besoins en chauffage sont inférieurs à 15 kWh/m²/an.

7 Fonds européen de développement régional.

8 L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie est un établissement public national à caractère industriel et commercial sous la tutelle des ministres chargés de la recherche, de l'écologie et de l'énergie. Ses domaines d'intervention concernent la gestion des déchets, la préservation des sols, l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables, la qualité de l'air, la lutte contre les nuisances sonores, le management environnemental et l'éco-conception.



L'accent a été mis sur la **maîtrise de la qualité de l'air intérieur** et l'**optimisation des confort thermique et visuel** des occupants grâce à une ventilation à double-flux, au choix de matériaux non polluants ainsi qu'à la disposition de protections solaires en façades.

Le confort d'ambiance est obtenu par des moyens naturels tels que l'orientation solaire optimale.

2° Démarche de certification environnementale pour l'immeuble du 37-41 rue du Rocher, Paris 8e

Cet immeuble, propriété de LA MONDIALE depuis 1982, a fait l'objet de travaux de rénovation importants intégrant une certification NF Bâtiments Tertiaires-Démarche HQE® Rénovation.

Il s'agit de **l'un des premiers immeubles haussmanniens visant la labellisation Bâtiment Basse consommation BBC Rénovation-Effinergie®**.

Cette démarche tend à :

- réduire de façon significative les consommations d'énergie et diminuer les émissions de gaz à effet de serre ;
- gérer activement les qualités sanitaires des espaces de travail ;
- améliorer le confort acoustique, thermique et visuel des occupants ;
- respecter l'environnement proche de l'immeuble, pendant la rénovation et lors de son exploitation.

Pour en savoir plus : <http://www.oikos-paris8.com>

« LE GROUPE S'ENGAGE » AVEC LES INSTITUTIONS DE LA COIFFURE



Les Institutions de la Coiffure, membre d'AG2R LA MONDIALE, ont lancé en 2009 le **label « Développement durable, mon coiffeur s'engage »**, afin de concrétiser l'engagement dans lequel la profession s'investit depuis 2008 avec la rédaction de la **Charte développement durable**. La démarche portée par le label est nécessaire, efficace et simple :

- **nécessaire et attendue** car le développement durable est un enjeu actuel. Toutes les entreprises se mobilisent. Le secteur de la coiffure y est également sensible et œuvre pour améliorer le bien-être des salariés et des clients. Il veille aux enjeux environnementaux.
- **efficace**, car le salon labellisé peut constater rapidement les avantages apportés par son engagement (baisse de la consommation d'énergie, image positive auprès de la clientèle, participation des salariés à une cause citoyenne).
- **simple**, car le processus pour accéder à la labellisation et formaliser son engagement compte seulement trois étapes :
 - un premier bilan d'évaluation pour analyser les points à améliorer ;
 - la remise d'un référentiel complété à renvoyer aux Institutions de la Coiffure ;
 - l'audit du salon et la labellisation (d'une à trois étoiles).



Ce label s'adresse à plusieurs publics :

- aux professionnels de la coiffure, salariés, gérants ou indépendants ;
- à la clientèle.

En adaptant leur structure aux critères exigés pour être labellisés, les salons :

- optimisent leurs achats de matériels et fournitures pour **réduire leur empreinte environnementale** ;
- développent des pratiques **plus économes en ressources** : eau, énergie... ;
- assurent l'assainissement et l'**amélioration de la qualité de l'air** dans leur établissement ;
- adoptent des **principes d'hygiène et de nettoyage appropriés** ;
- mettent en œuvre des pratiques qui **préservent la santé, la sécurité et le confort de travail** de leurs collaborateurs ;
- **préservent la santé et le bien-être** de leurs clients ;
- choisissent des **produits adaptés** respectant l'environnement et la santé des utilisateurs ;
- veillent à **réduire la production des déchets** de carton, plastique et cellophane.

« Lutte contre la corruption »

En application de l'article R561-18 du code monétaire, la Direction des Risques opérationnels au sein du Département Conformité et Déontologie applique les mesures de vigilance pour détecter les personnes politiquement exposées (PPE) à des risques particuliers en raisons de leur fonction, qui résident dans un pays autre que la France et qui exercent ou ont cessé d'exercer dans les 3 années écoulées des fonctions politiques, administratives ou juridictionnelles importantes.

Pour identifier les PPE, mais aussi leurs conjoints, ascendants, descendants, alliés au 1er degré et toute personne physique connue comme entretenant des liens étroits avec elles, la Direction des Risques opérationnels utilise des bases de données fournies par la Société Dow Jones. Elle utilise également les informations fournies par les Courtiers apporteurs d'affaires qui sont, pour la majorité d'entre eux, des Établissements de crédit. Les opérations effectuées par des personnes identifiées comme PPE font l'objet d'un examen renforcé et l'entrée en relation d'affaires se fait après autorisation de la Direction Générale (LMP, LMX).

La Direction des Risques opérationnels a décidé d'étendre ses contrôles aux résidents français.

Les agents commerciaux et le personnel des agences du Groupe travaillant directement avec les clients, ainsi que les courtiers d'assurance sont régulièrement formés à la lutte contre le blanchiment. Le personnel de gestion, qui reçoit les dossiers de contrats d'assurance, bénéficie également d'une formation.